

NATIONS UNIES

Assemblée générale

QUARANTE-NEUVIÈME SESSION



Documents officiels

TROISIÈME COMMISSION
21e séance
tenue le
vendredi 4 novembre 1994
à 15 heures
New York

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 21e SÉANCE

Président : M. CISSÉ (Sénégal)

puis : M. BIGGAR (Irlande)
(Vice-Président)

puis : M. CISSÉ

SOMMAIRE

POINT 98 DE L'ORDRE DU JOUR : CONTRÔLE INTERNATIONAL DES DROGUES (suite)

Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, *dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-0794, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

Distr. GÉNÉRALE
A/C.3/49/SR.21
21 décembre 1994
FRANÇAIS
ORIGINAL : ESPAGNOL

94-82047 (F)

9482047

/...

La séance est ouverte à 15 h 10.

POINT 98 DE L'ORDRE DU JOUR : CONTRÔLE INTERNATIONAL DES DROGUES (suite)
(A/49/89, A/49/139-E/1994/57, A/49/228-S/1994/827, A/49/287-S/1994/894
et Corr.1, A/49/317, A/49/345, A/49/369, A/49/422, A/49/532)

1. M. MOTSYK (Ukraine) s'est déclaré préoccupé par l'essor des cartels de la drogue, qui sont liés à la délinquance organisée, au terrorisme, au commerce illicite des armes et au blanchiment de l'argent sale. On a également constaté que le trafic illicite des stupéfiants et la toxicomanie augmentent dans les pays à économie en transition, car les axes traditionnels du trafic se déplacent. Selon la délégation ukrainienne, l'aggravation de ce problème appelle une collaboration de plus en plus étroite dans la lutte contre le trafic de drogue, animée essentiellement par l'ONU et ses institutions spécialisées, en tenant compte en outre du fait que les États confrontés à des difficultés économiques ne peuvent venir à bout tout seuls de la toxicomanie.

2. La délégation ukrainienne estime que les conférences et les instruments internationaux relatifs à la lutte contre la drogue ont permis de mettre en place une politique d'ensemble qui vise à lutter contre ce fléau social. Il faut donc tirer profit des capacités exceptionnelles de l'ONU en tant que centre de coordination de l'activité internationale, et espérer que la restructuration de l'Organisation, et en particulier les activités du Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues (PNUCID), aidera à lutter contre ce phénomène. La délégation appuie pleinement les efforts que fait le PNUCID afin que tous les États adhèrent aux instruments internationaux relatifs aux stupéfiants et aux substances psychotropes, qu'ils en observent strictement les dispositions et adaptent leur législation en fonction de ces instruments. À cet égard, et à l'instar de l'Organe international de contrôle des stupéfiants, elle est préoccupée par le fait que, malgré l'augmentation du nombre de pays ayant adhéré à la Convention de 1988, bien peu ont créé les systèmes de contrôle des précurseurs, comme le prévoit l'article 12 de la Convention.

3. L'Ukraine se félicite des activités du PNUCID, et partage sa volonté d'attribuer la même importance à la réduction de la demande et de l'offre de stupéfiants, ainsi qu'à la lutte contre le trafic illicite des drogues. Il faut souligner les activités de prévention menées par le PNUCID dans les pays à économie en transition, étant donné que les liens des trafiquants locaux avec les réseaux internationaux compliqueraient la lutte que mènent les États contre la drogue et pourraient réduire à néant les progrès réalisés ces dernières années. Les relations entre le PNUCID et les organismes publics ukrainiens sont satisfaisantes et constructives. En raison de l'augmentation du trafic et de la consommation de drogues dans la région, l'Ukraine a signé un accord d'assistance technique avec le PNUCID.

4. La délégation ukrainienne souligne l'importance de l'établissement du Groupe de travail sur la coopération maritime, dont elle fait partie, et espère qu'il sera en mesure d'élaborer une série de principes et de recommandations concrètes propres à assurer le strict respect de l'article 17 de la Convention de 1988. Elle considère également qu'il est important de renforcer la

/...

coordination et de développer la collaboration entre le PNUCID et le Service de la prévention du crime et de la justice pénale du Secrétariat de l'ONU.

5. La situation géographique de l'Ukraine et l'existence d'une consommation interne stable en font un État de transit. Le Gouvernement ukrainien adopte actuellement les mesures les plus énergiques pour régler ce problème; à cette fin, il a approuvé un programme national et mis en place un conseil national de coordination de la lutte contre la toxicomanie. Il est favorable à ce que la collaboration bilatérale, régionale et internationale continue d'être développée avec l'ONU dans le cadre de la lutte contre les stupéfiants.

6. M. PERERA (Sri Lanka) dit que son pays est partie à la Convention unique sur les stupéfiants de 1961, à son Protocole de 1972, à la Convention de 1971 sur les substances psychotropes et à la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes de 1988. Sri Lanka appuie pleinement les activités du PNUCID visant à encourager les États à adhérer aux conventions internationales sur la drogue et à leur apporter une assistance juridique afin qu'ils élaborent une législation destinée à appliquer ces conventions, ainsi qu'à organiser des séminaires à caractère juridique afin de faciliter la mise en oeuvre des conventions et de la législation nationale. Des ressources financières suffisantes doivent être allouées au PNUCID afin qu'il puisse remplir ses fonctions, et élargir et renforcer ses programmes de coopération technique. La délégation du sri-lankaise est donc pour un dialogue avec les banques multilatérales de développement afin que la lutte contre la drogue soit prise en compte dans les prêts qu'elles accordent aux pays concernés et les programmes qui y sont réalisés.

7. En 1993, Sri Lanka a organisé, sous les auspices du PNUCID et dans le cadre du Plan de Colombo, un séminaire juridique régional; en août 1994, le Conseil national pour le contrôle des drogues dangereuses a invité un expert du PNUCID à se rendre à Sri Lanka afin de rédiger un projet de loi-cadre sur la toxicomanie et le trafic illicite des drogues, qui sera déposé sous peu au Parlement, et qui comporte des dispositions relatives au blanchiment de l'argent sale, à la saisie des revenus du trafic de stupéfiants, au contrôle des livraisons et à la fourniture d'une assistance juridique réciproque. Le Conseil national coordonne les activités des organismes gouvernementaux intéressés, des conseils provinciaux et des organisations non gouvernementales. En outre, avec les organisations compétentes et grâce à l'assistance du PNUCID, il a élaboré un plan d'ensemble de lutte contre la toxicomanie afin de continuer à atténuer les problèmes liés à la drogue à Sri Lanka. Par ailleurs, le Conseil exécute un programme de traitement, de réadaptation et de réintégration des toxicomanes, en étroite collaboration avec les organisations non gouvernementales. En outre, un projet de loi portant sur le traitement et la réadaptation des toxicomanes est à l'étude.

8. Dans le cadre de l'Association sud-asiatique de coopération régionale (ASACR), Sri Lanka a été à l'origine de l'élaboration d'une convention régionale contre l'abus et le trafic illicite des drogues qui est déjà en vigueur. À titre de mesure complémentaire, on a créé à Sri Lanka un bureau régional de surveillance des infractions liées à la drogue, qui est chargé de recueillir des informations et de les diffuser dans la région. Un répertoire des centres nationaux de coordination des organismes chargés de réprimer le trafic des

/...

stupéfiants dans les pays de la ASACR a également été réalisé. En septembre dernier, ces organismes ont tenu une réunion à Colombo pour évaluer l'efficacité de leur coopération, en particulier de l'échange d'information. Il faut espérer que, grâce à cette coopération, une base régionale de données pourra être créée. Enfin, la délégation sri-lankaise se félicite de la création du groupe de travail sur la coopération maritime en application de la Convention de 1988.

9. Mme ZACHARIAH (Malaisie) estime que la stratégie de lutte contre la toxicomanie et le trafic illicite de drogue doit être constamment réévaluée et améliorée. Les États doivent veiller à exécuter efficacement le Plan d'action à l'échelle du système des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues et le Programme mondial d'action. En ce qui concerne leur application, l'expérience de la Malaisie a démontré qu'il était nécessaire d'adapter ces textes. À cet égard, la délégation malaisienne appuie la recommandation de la Commission des stupéfiants invitant le Directeur exécutif du PNUCID à étudier les moyens de renforcer la coopération et la coordination à l'échelle du système afin d'optimiser les activités de lutte contre la drogue.

10. La Malaisie approuve l'analyse présentée dans le Programme mondial d'action et estime que la réduction de la demande est un aspect fondamental de la lutte contre l'abus et le trafic illicite des drogues. Pour que les programmes nationaux de lutte contre les stupéfiants portent leurs fruits, les gouvernements doivent adopter des stratégies fondées sur la participation des pouvoirs publics, des organisations non gouvernementales, des associations et du secteur privé. Les campagnes d'information, destinées en particulier aux jeunes, peuvent être un élément fondamental de la réduction de la demande. Le PNUCID doit être disposé à fournir aux pays qui en ont besoin des informations et des experts pour qu'ils mettent au point une stratégie dans ce domaine. Parallèlement à la réduction de la demande, il faut diminuer le nombre de toxicomanes grâce au traitement, à la réadaptation et à la réinsertion sociale. Bien qu'un grand nombre de personnes considèrent que le traitement doive être volontaire, il sera peut-être nécessaire de recourir au traitement et à la réadaptation forcés. La détention des toxicomanes serait bénéfique pour les intéressés eux-mêmes dans la mesure où les programmes de traitement et de réadaptation pourraient comporter une dimension psychologique, une incitation à l'autodiscipline et une formation professionnelle.

11. L'interdiction ne doit pas constituer la seule stratégie de lutte contre l'offre. L'élimination de la production illicite exige également la coopération internationale. On ne peut pas sous-estimer le lien qui existe entre la pauvreté et la culture d'opiacés. On ne peut pas proposer aux paysans qui sont à la merci des barons de la drogue la solution simpliste consistant à remplacer les cultures illicites, car ils ont non seulement besoin d'une aide au développement mais également de protection. De ce point de vue, la proposition du PNUCID visant à convertir des créances au profit de la lutte contre la drogue semble intéressante. La délégation malaisienne encourage le PNUCID à continuer de promouvoir le dialogue avec les institutions financières internationales.

12. La délégation malaisienne déplore que, comme cela est indiqué dans le document A/49/317, seuls 101 pays aient adhéré, à ce jour, à la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite des stupéfiants et de substances psychotropes (1988), et que la Convention unique sur les stupéfiants de 1961 et

la Convention de 1971 sur les substances psychotropes n'aient pas encore été adoptées par tous les pays. Il faut cependant tout faire pour veiller à ce qu'un plus grand nombre de pays adhèrent à ces instruments, dont l'application devrait être surveillée. La délégation appuie la recommandation de la Commission des stupéfiants visant à renforcer le rôle de l'Organe international de contrôle des stupéfiants pour qu'il soit mieux à même de persuader les gouvernements d'adopter les mesures prévues dans ces instruments et d'évaluer de manière approfondie les politiques qu'ils mettent en oeuvre dans le cadre de la lutte contre ce fléau. Il importe également de diffuser l'information afin d'encourager les pays à adhérer à ces instruments internationaux.

13. La délégation malaisienne se félicite de l'initiative de la Commission des stupéfiants de créer un groupe de travail sur la coopération maritime et de convoquer sa première session. Toutefois, étant donné l'importance de la question pour l'Asie du Sud-Est, elle déplore qu'aucun pays de la région n'ait été invité à participer au groupe de travail. La délégation appuie la recommandation de la Commission des stupéfiants relative à l'harmonisation de la législation, eu égard en particulier au blanchiment de l'argent sale. En ce qui concerne le lien entre crime organisé et trafic illicite des drogues, la Commission devrait s'occuper de problèmes concrets qui nécessitent la coopération de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale et du Service de la prévention du crime et de la justice pénale du Secrétariat. L'efficacité de la lutte contre la drogue dépendra, en dernière analyse, des ressources disponibles. Le déficit du budget du PNUCID est tel que ses activités risquent d'être paralysées. Par ailleurs, on lui assigne de nouvelles tâches qui exigent des ressources supplémentaires. La délégation malaisienne considère que la Commission des stupéfiants devrait examiner cette situation et recommander l'adoption de mesures novatrices destinées à aider le PNUCID.

14. M. YADAVA (Népal) se félicite de la réponse favorable apportée par la communauté internationale à la lutte contre la drogue et observe que le Département de l'information a joué un rôle fondamental dans la diffusion d'informations sur cette question. À cet égard, les activités menées dans ce domaine ne sauraient pas être l'apanage des ministères et des organismes publics mais doivent être élargies aux associations. Les programmes d'éducation préventive doivent s'adresser aux étudiants, aux éducateurs et aux parents, et, en particulier, aux groupes vulnérables, tels que les enfants des rues et les jeunes chômeurs, ainsi qu'à d'autres groupes sociaux défavorisés. Il se félicite également de la tenue à Bangkok, en décembre 1994, avec le concours du PNUCID, du Forum mondial sur le rôle des organisations non gouvernementales dans la réduction de la demande de drogues, qui s'inscrit dans le contexte de la Décennie des Nations Unies contre l'abus des drogues. Il appuie la recommandation du Groupe intergouvernemental d'experts (A/C.3/45/8) visant à mettre au point un système d'information unifié et global basé sur des données fiables relatif aux rouages du trafic illicite de stupéfiants. Il se félicite également du rôle du PNUCID dans l'élaboration d'un document portant sur le lien entre la toxicomanie et le sous-développement, et dans les préparatifs d'un examen interinstitutions des conséquences socio-économiques de l'abus de drogues et du contrôle des stupéfiants.

15. En ce qui concerne les travaux de la Commission des stupéfiants et de l'Organe international de contrôle des stupéfiants en vue de l'exécution du

/...

Programme mondial d'action, il est encourageant de constater que les programmes de traitement et de réadaptation sont orientés en priorité vers la région Asie-Pacifique. De même, il faut se féliciter de la signature d'un mémorandum d'accord par les pays de la sous-région d'Asie du Sud-Est, ainsi que des efforts déployés par certains pays d'Asie du Sud-Ouest pour signer un mémorandum semblable ayant trait à la coopération dans la lutte contre le trafic des drogues. Il faut que tous les organes régionaux compétents définissent des domaines de coopération afin de coordonner l'application de la loi, les mesures d'interdiction, la mise en place de systèmes d'information régionale et l'élaboration d'un mécanisme type de compilation, d'analyse, de diffusion et d'échange de données relatives à l'abus et au trafic de drogues.

16. En collaboration avec le PNUCID, le Népal a mis en place un plan d'ensemble qui en est à sa troisième phase d'application. Malgré les problèmes d'ordre financier et autres, des efforts ont été faits en faveur des établissements spécialisés dans le traitement, la réadaptation et la réintégration sociale des drogués. L'accent a été mis également sur les mesures d'éducation préventive, ainsi que sur des campagnes dans les médias visant à faire prendre conscience du problème à la population. Par ailleurs, un réseau national est actuellement mis sur pied afin de mobiliser les associations locales, et une campagne visant à lutter activement contre le trafic et la production de stupéfiants a été lancée. À cette fin, le Gouvernement népalais a renforcé le système juridique. Sur le plan régional, le Népal collabore avec d'autres membres de l'Association sud-asiatique de coopération régionale afin de développer les activités de contrôle des drogues. L'Association a exécuté une série de programmes auxquels ont participé les autorités compétentes, les organismes judiciaires et des professionnels, en vue de diminuer la demande. Elle dispose déjà d'une convention sur les stupéfiants et les substances psychotropes pour la région d'Asie méridionale qui permet de coordonner les mesures de lutte contre l'abus, le trafic et la production de drogues.

17. M. SLABY (République tchèque) met l'accent sur les problèmes, parmi lesquels la toxicomanie, qui découlent du développement rapide de la société, des migrations et du tourisme ainsi que de la modification du système juridique. Au début de l'année dernière, la République tchèque a créé une Commission interministérielle de contrôle des drogues qui a élaboré une méthode et un programme de lutte contre les stupéfiants qui permet d'évaluer le problème sur le plan national, de prendre en compte des principes de politique gouvernementale et d'analyser les besoins et les propositions législatives. Des mesures ont été récemment prises pour augmenter l'efficacité de la Commission, dont le statut a été rendu conforme à celui d'autres pays européens et adapté aux recommandations du PNUCID destinées à améliorer son caractère opérationnel. La Commission est dirigée par le Ministre de l'intérieur et comprend huit autres ministres concernés (travail et affaires sociales, santé, relations extérieures, défense, éducation, jeunesse et sports, industrie et commerce, justice et finances). La Commission est désormais l'interlocuteur autorisé aux niveaux bilatéral et multilatéral.

18. La République tchèque n'est pas seulement un pays de transit sur la route des Balkans; c'est maintenant un pays destinataire, et, dans une certaine mesure, producteur. Malgré les mesures adoptées à l'échelon national, on y enregistre presque autant d'infractions liées aux drogues que dans les autres

/...

pays européens. Il est donc essentiel qu'elle participe aux efforts de coopération internationale en matière de lutte contre la toxicomanie. L'orateur voit dans le Programme mondial d'action adopté par l'Assemblée générale à sa dix-septième session extraordinaire, et dans le Plan d'action à l'échelle du système des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues, récemment mis à jour, un excellent point de départ pour la coopération internationale en la matière. La République tchèque est État partie à toutes les conventions internationales sur la lutte contre l'abus des drogues et a élaboré une série de mesures législatives visant à garantir l'application effective de toutes les dispositions pertinentes. En outre, dans le cadre des institutions internationales, elle est membre de la Commission des stupéfiants de l'ONU et entretient d'excellentes relations avec l'Organe international de contrôle des stupéfiants. Elle coopère par ailleurs avec le PNUCID, comme en témoignent deux projets actuellement menés avec l'assistance du Programme, dont l'un s'adresse aux autorités douanières et policières et l'autre porte sur les laboratoires.

19. Il faut mettre l'accent sur la coopération dans le domaine législatif, ainsi que sur les activités du corps d'inspection de la République tchèque en ce qui concerne le contrôle de la production licite des stupéfiants et des substances psychotropes. Sur la base de l'assistance fournie par l'ONU en la matière et après avoir consulté des experts, les autorités se sont efforcées d'adapter la législation tchèque aux traités internationaux et aux normes de l'Union européenne. La République tchèque se félicite de la coopération entre le PNUCID et le Service de la prévention du crime et de la justice pénale. Des représentants du Service ont présenté leur programme au cours d'une session de la Commission tchèque de la prévention de la criminalité, et un accord s'en est suivi sur une coopération future éventuelle. L'orateur souligne les dangers que présentent les liens entre le trafic illicite des drogues et le crime organisé international et se déclare de ce fait favorable au renforcement du Service qui, à son avis, devrait être transformé en division.

20. Mme HORIUCHI (Japon) souligne l'importance de la coopération internationale dans la lutte contre les drogues, notamment en ce qui concerne l'application de la loi et d'autres mesures propres à faire baisser l'offre et la demande. À cet égard, elle accueille avec satisfaction le rapport du Secrétaire général sur l'application du Programme d'action mondial (A/49/345). La législation relative au contrôle des drogues constitue un solide point de départ pour une action concertée dans ce domaine; le Japon demande donc instamment aux pays qui ne sont pas parties aux instruments internationaux pertinents de les ratifier et d'y adhérer. Il encourage de même les États parties à adapter leurs systèmes législatifs internes respectifs à ces instruments, en adoptant les mesures d'ordre législatif, administratif et judiciaire voulues. Le PNUCID a élaboré un ensemble de lois types qui peuvent servir à élaborer ce cadre juridique. La législation en matière de contrôle des drogues, en particulier dans le domaine du blanchiment de l'argent sale, stimule la coopération entre les pays et aide l'Organe international de contrôle des stupéfiants à surveiller l'application des traités.

21. Le Japon considère comme très importants le traitement, la réadaptation et la réinsertion sociale des toxicomanes, ainsi que les activités menées à titre préventif sur les plans national et international. Selon lui, les gouvernements doivent resserrer leur collaboration avec les organisations non

gouvernementales. Au Japon, le Centre de prévention de la toxicomanie, organisation non gouvernementale japonaise, a lancé et financé une campagne d'information et de sensibilisation du public qui a eu de bons résultats. De même, une campagne d'appels de fonds organisée conjointement par les pouvoirs publics et les organisations non gouvernementales a permis de recueillir l'an dernier 420 000 dollars des États-Unis pour financer un projet d'appui du PNUCID aux activités des organisations non gouvernementales : il s'agit d'un projet de prévention de la toxicomanie dans les pays en développement.

22. Pour en venir à la question du contrôle des drogues et des substances psychotropes, en particulier du contrôle de l'offre, il faudrait accorder davantage d'importance, dans ce contexte, aux projets de développement non classique. Les États Membres devraient concourir pleinement aux activités menées par le PNUCID qui travaille avec un budget limité et ne devrait pas être seul à appuyer les projets pluridimensionnels. Ceux-ci devraient être menés en coopération avec d'autres organisations internationales, qui doivent inscrire la lutte contre la toxicomanie dans leurs cycles de programmation. En outre, il est indispensable de renforcer le processus de consultation et de coordination entre le PNUCID et ses principaux interlocuteurs à l'intérieur du système, ainsi que de favoriser les contacts entre le Programme et les institutions financières internationales. Il faudrait inclure dans les activités de ces organismes un élément "contrôle des drogues" pour tirer parti des compétences spécifiques du PNUCID qui est spécialisé dans la lutte contre l'abus d'héroïne et de cocaïne.

23. Il est indispensable de lutter contre la toxicomanie aux niveaux régional et sous-régional. Le Japon se félicite que la République démocratique populaire lao ait décidé d'adhérer au protocole d'accord signé par le Myanmar, la Thaïlande et la Chine et il continuera d'appuyer les activités menées par le PNUCID dans ce domaine, en particulier celles du centre régional de Bangkok. La représentante du Japon souligne pour conclure combien l'inquiète la situation financière que connaît le PNUCID à un moment où il devrait faire preuve d'une efficacité accrue. Par ailleurs, pour développer les programmes en 1994 et 1995, il est indispensable d'augmenter le niveau des contributions. À cette fin, le PNUCID doit continuer de prendre des mesures de collecte de fonds efficaces, en recourant par exemple à des appels spéciaux du Secrétaire général où seraient clairement indiquées les ressources dont les organismes du système des Nations Unies ont besoin pour mettre en oeuvre les mesures de contrôle des drogues prises aux niveaux régional et international.

24. M. SANTAPUTRA (Thaïlande) dit que la Thaïlande s'efforce depuis longtemps d'éliminer la production et le trafic illicite des drogues et de résoudre le problème de la toxicomanie. Bien que l'héroïne reste la drogue de prédilection des toxicomanes thaïlandais, la consommation d'amphétamines et de substances volatiles a augmenté. La Thaïlande est partie à la Convention de 1961 et à son protocole de 1972, ainsi qu'à la Convention de 1971, et bien qu'elle n'ait pas encore adhéré à la Convention de 1988, elle a déjà adopté nombre des mesures prévues par cette convention, par exemple la loi relative à la répression des infractions liées aux drogues. Le problème des drogues est essentiellement un problème de trafic, de distribution et de consommation. S'il n'existait ni demande ni commerce, l'offre disparaîtrait. Pour éradiquer ce fléau, il faut mettre l'accent sur la réduction et l'élimination de tous les aspects de la production, du trafic et de la consommation des drogues. Parce qu'il s'agit

d'un phénomène transnational, il doit être abordé aux plans national, sous-régional, régional et mondial. L'assistance mutuelle et la coopération internationale dans ce domaine ne seront donc efficaces que si elles sont transfrontières.

25. Au plan national, le Gouvernement thaïlandais a choisi une stratégie de réduction de l'offre et de la demande centrée sur la répression et la prévention. Il a réussi à réduire la superficie de la zone de culture du pavot à opium; les données disponibles pour 1993 et 1994 montrent que cette superficie a diminué de moitié par rapport aux années antérieures : elle n'est plus maintenant que de 1 800 hectares. Le Plan directeur pour le développement communautaire, l'environnement et la lutte contre la culture des plantes narcotiques dans les montagnes (1992-1996), notamment, incite les montagnards à abandonner la culture du pavot à opium. Depuis sa promulgation, la loi relative à la répression des infractions liées aux drogues a été invoquée six fois à propos de 15 personnes accusées d'entente illicite. Les autorités ont par ailleurs inspecté et gelé provisoirement les biens des personnes impliquées dans ces affaires, biens qui ont été évalués à 4 millions de dollars des États-Unis. En 1993, on a mis sous les verrous une centaine de milliers de délinquants impliqués dans 101 400 affaires liées au trafic de drogues. On a confisqué 2 500 kilogrammes d'héroïne et détruit d'importants centres de production de cette drogue. Le Bureau de la lutte contre la toxicomanie s'emploie par ailleurs actuellement, avec la collaboration de divers organismes gouvernementaux, à élaborer des directives visant à réprimer le blanchiment de l'argent provenant du trafic illicite des drogues.

26. La prévention est un des aspects de la stratégie nationale de réduction de la demande. Il s'agit de convaincre les non-toxicomanes des bienfaits d'une vie saine et sans drogues. La prévention repose avant tout sur une vie familiale heureuse et harmonieuse. On a mené des campagnes de prévention et insisté en particulier sur le rôle qui revient aux associations locales et écologiques dans la promotion d'un monde sans drogues. Les médias ont coopéré avec les autorités et diffusé les informations utiles. Le Gouvernement a créé un sous-comité national de prévention, chargé de coordonner les plans et les activités de divers organismes. Tous les milieux ont été mobilisés. Les organisations non gouvernementales, le secteur privé et les associations coopèrent à ces programmes de prévention. En 1992, le Bureau de lutte contre la toxicomanie a participé avec la société Kodak en Thaïlande à un projet de cinq ans visant à sensibiliser l'opinion aux dangers de la drogue. Ce projet est le premier projet à long terme mené conjointement par le secteur privé et par les autorités. Étant donné qu'il est essentiel que tous les secteurs soient associés à la recherche d'une solution au problème de la drogue, le Gouvernement appuie le Conseil national du bien-être social, organisation non gouvernementale thaïlandaise, dans ses activités préparatoires au Forum mondial sur le rôle des organisations non gouvernementales dans la réduction de la demande de drogues, qui se tiendra à Bangkok.

27. Il est indispensable que les différents pays coopèrent aux niveaux sous-régional et régional à la recherche d'une solution au problème de la drogue. La Thaïlande a travaillé en étroite collaboration avec les membres de l'ANASE dans ce domaine. Elle coopère de même avec d'autres pays de la sous-région car un pays à lui seul ne peut venir à bout du problème. En 1992, la Thaïlande a

/...

organisé une rencontre au niveau ministériel avec les Gouvernements de la République démocratique populaire lao et du Myanmar. En outre, elle a participé, avec ces deux pays, à la deuxième Conférence ministérielle sur la coopération dans le domaine de la lutte contre l'abus des drogues. La déclaration conjointe publiée à l'issue de cette conférence réaffirme l'accord conclu entre les trois pays dans ce domaine. Les Gouvernements chinois, lao et myanmar et le PNUCID ont signé à New York un protocole d'accord qui a débouché sur l'organisation, en juin 1994, de la première réunion des fonctionnaires chargés de la question dans la sous-région. Cette réunion a adopté un plan d'action sous-régional dans le domaine des drogues et décidé en outre de coopérer également avec le Viet Nam et le Cambodge, de façon à associer à ses efforts tous les États riverains du Mékong.

28. Les pays de la sous-région et le PNUCID ont axé leurs activités de coopération sur la répression et la prévention. Ils se sont efforcés d'éliminer la culture du pavot à opium et le trafic illicite des drogues et des substances psychotropes dans la sous-région. Ils ont mis en place des systèmes d'information et de formation à la prévention et au traitement qui leur ont permis de resserrer leur coopération. Ils ont encouragé et développé la coordination et la coopération technique au moyen de séminaires, de stages de formation et de voyages d'études. Ils ont pris des mesures, aux niveaux national et régional, pour diminuer les risques de contamination par le VIH et de sida associés à l'abus de drogues par voie intraveineuse.

29. À l'échelon mondial, les organisations internationales, en particulier les institutions spécialisées du système des Nations Unies, peuvent jouer un rôle important dans la lutte contre les drogues. La Thaïlande a toujours participé activement à l'action menée par le PNUCID et estime que celui-ci devrait jouer un rôle de coordinateur dans ce domaine au sein du système des Nations Unies. Le Programme mondial d'action esquisse les stratégies qui sous-tendent la lutte contre la toxicomanie. Afin d'atteindre les objectifs du Programme, la communauté internationale et, en particulier les pays en développement, doivent coopérer étroitement avec le PNUCID et d'autres organismes des Nations Unies pour obtenir l'assistance technique et financière nécessaires à l'élaboration et à la mise en oeuvre des stratégies nationales et régionales. Les pays les plus riches sont invités à contribuer généreusement au PNUCID.

30. M. FERNÁNDEZ (Cuba) dit que la lutte contre l'abus, la production et le trafic illicite des drogues est l'un des problèmes les plus graves que la communauté internationale ait actuellement à résoudre. Parce qu'il s'agit d'un phénomène transnational, il demande une réponse internationale efficace et bien coordonnée, en particulier à l'intérieur du système des Nations Unies; cela est d'autant plus vrai que l'écart est énorme entre l'ampleur du problème et les moyens collectifs dont dispose le système pour le résoudre. La résolution sur la lutte internationale contre l'abus, la production et le trafic illicites des drogues constitue un cadre général propre à accroître grandement l'efficacité de l'action internationale. Cette lutte doit être menée dans le respect absolu de la souveraineté des États, des normes et des principes du droit international et, en particulier, du principe de non-ingérence et de non-utilisation ou non-recours à la menace d'utilisation de la force dans les relations internationales.

31. Il est indispensable de mettre l'accent sur la prévention au niveau de la demande, c'est-à-dire sur tout ce qui entretient la production et le trafic des drogues, si l'on veut obtenir des résultats durables. Du fait de sa situation géographique, Cuba se trouve touchée par les conséquences du trafic international des drogues et, en dépit des difficultés économiques qu'elle connaît à l'heure actuelle, elle s'efforce constamment pour y faire obstacle. La Commission nationale de lutte contre la drogue est un des principaux rouages de la politique gouvernementale dans ce domaine. Elle a trois fonctions principales : empêcher que le territoire national et ses environs ne servent au trafic d'hallucinogènes; protéger la société contre l'introduction de drogues; collaborer aux efforts menés sur le plan international. En 1993, 3 364 kilogrammes de cocaïne ont été saisis (soit 104 % de plus qu'en 1992), au cours de 79 incidents présentant tous un rapport avec les drogues. Les drogues confisquées ont été brûlées conformément aux procédures internationales en vigueur.

32. Bien que la toxicomanie ne constitue pas un problème social à Cuba, le pays s'efforce de contrôler les drogues pour éviter tout abus, renforce le système de lutte contre les substances psychotropes et met à jour la législation nationale de façon à aborder le phénomène de façon plus effective. Cuba continue de collaborer à la négociation et à la signature d'accords bilatéraux à l'échelon régional et au-delà. Elle a toujours attaché une très grande importance à l'intérêt commun et au respect mutuel qui peuvent seuls permettre à tous les pays du monde de parvenir à un accord. Cuba croit fermement au rôle que doit jouer l'Organisation des Nations Unies dans la coopération internationale en la matière et espère qu'elle continuera de prêter à la question une attention prioritaire.

33. M. SHESTAKOV (Fédération de Russie) dit que l'instabilité politique, les conflits armés, les difficultés sociales et politiques mondiales et l'incapacité dans laquelle se trouvent les pays d'assurer l'ordre public, compromettent les efforts déployés dans la lutte contre les drogues. Les lacunes juridiques dans ce domaine viennent encore aggraver la situation; par exemple, la transformation des systèmes financiers et bancaires des anciens pays socialistes rend de plus en plus facile le blanchiment de l'argent sale. Les États d'Europe centrale et orientale et la Fédération de Russie sont devenus l'un des axes du trafic de drogues à usage non médical. Selon le Ministère de l'intérieur, on a enregistré au total 53 000 infractions liées au trafic de drogues, soit 83 % de plus qu'en 1993. Plus de 50 % des drogues que l'on trouve à l'intérieur de la Fédération de Russie sont produites à l'étranger. Les principaux exportateurs sont l'Ukraine, l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan, la Lettonie et les États d'Asie centrale. L'augmentation de la délinquance est également due à la perméabilité des frontières, aux migrations de population et au fort volume des échanges entre les pays de la Communauté des États indépendants. On assiste à une recrudescence de la contrebande de drogues illicites ainsi que de psychotropes jusqu'ici inconnus en Russie. Les narcotrafiquants s'intéressent particulièrement à la Fédération de Russie en raison de sa situation géographique et de la taille de son marché. Un nouvel axe du trafic international de drogues s'est ouvert entre l'Asie du Sud-Est, du Sud-Ouest et du Sud, les pays de la CEI et l'Europe occidentale.

34. L'amélioration de la législation et sa mise en conformité avec les normes internationales est l'un des principaux moyens de lutte. Plusieurs projets de loi sont d'ailleurs en cours d'élaboration. En 1993, M. Eltsine a approuvé la politique nationale de lutte contre les stupéfiants, qui constitue la base théorique d'une stratégie nationale à long terme. Un programme de lutte contre l'abus des drogues a en outre été élaboré pour l'exercice biennal 1994-1996.

35. Toutefois, la recherche d'une solution à l'échelon national ne peut aboutir sans l'appui de la communauté internationale. L'Organisation des Nations Unies joue un rôle déterminant en tant que centre de coordination de la lutte internationale contre l'abus des drogues. Il convient à cet égard de souligner le travail accompli par le PNUCID pour perfectionner le Plan d'action à l'échelle du système des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues en vue de mieux coordonner l'emploi des moyens existants, d'éviter les doubles emplois et de fournir une base aux futures actions conjointes. Le renforcement de la coopération entre le PNUCID et d'autres organisations internationales et non gouvernementales ne doit pas être négligé et il est encourageant de constater que des liens plus étroits se sont tissés entre le PNUCID et les institutions financières internationales, dont l'aide est indispensable. Le PNUCID prête assistance à un nombre croissant de pays, ce dont on ne peut que se réjouir. Il serait toutefois souhaitable qu'il coopère davantage avec la Fédération de Russie, par exemple en ouvrant un bureau permanent à Moscou et en créant un groupe spécial pour la Communauté d'États indépendants (CEI).

36. Si un plus grand nombre de pays adhéraient aux conventions relatives à l'usage illicite des drogues, la coopération internationale s'en trouverait renforcée. La Fédération de Russie, qui est partie aux conventions, ne peut qu'encourager les autres pays à adhérer aux instruments internationaux de lutte contre les drogues. Il est regrettable que diverses dispositions des conventions, notamment l'obligation de présenter des rapports, ne soient pas appliquées comme il conviendrait. La Fédération de Russie est favorable à l'élaboration d'une nouvelle convention qui engloberait l'ensemble des accords multilatéraux actuels.

37. Consciente de l'importance de la coopération régionale, la Fédération de Russie favorise l'élaboration de mécanismes de collaboration entre les pays membres de la CEI. En 1992, elle a approuvé un accord de coopération contre l'abus des drogues entre les Ministères de l'intérieur des pays de la CEI. À Moscou, un bureau de lutte contre le crime organisé est actuellement mis sur pied et des accords bilatéraux ont été signés avec 30 pays. Enfin, la Fédération de Russie approuve entièrement les décisions et recommandations formulées par le Conseil économique et social et par la Commission des stupéfiants à sa trente-septième session en vue d'accroître l'efficacité des activités de l'ONU dans le domaine de la lutte contre la drogue.

38. M. SAHRAOUI (Algérie) dit que la quarante-huitième session de l'Assemblée générale, au cours de laquelle ont été adoptées deux résolutions historiques (les résolutions 48/12 et 48/112), et le débat du Conseil économique et social consacré aux questions de coordination ont été l'occasion pour la communauté internationale de manifester sa volonté de lutter contre le fléau de la drogue par une action globale, concertée, solidaire et multidisciplinaire, tant dans le cadre de la coopération internationale qu'au sein du système des Nations Unies.

En outre, la décision de mettre à jour le plan d'action à l'échelle du système est révélatrice d'un nouvel état d'esprit caractérisé par un pragmatisme partagé. Dans cette perspective, le PNUCID, qui intervient non seulement en tant que coordonnateur à l'échelle du système mais aussi en tant que principal agent de l'action internationale concertée, jouera un rôle déterminant. L'Algérie apporte son plein appui à l'initiative du PNUCID visant à établir un dialogue avec des institutions financières internationales, en particulier la Banque mondiale et les banques régionales de développement, afin qu'elles introduisent dans leurs politiques générales de programmation et de prêt un élément relatif à la lutte contre la drogue. À cet égard, l'idée d'alimenter un fonds de lutte contre la drogue par conversion de la dette est une formule novatrice qui devrait être étendue aux pays de transit.

39. En moins d'une décennie, le continent africain est devenu un centre important de transit de la drogue vers les régions de grande consommation, en même temps qu'il a vu la consommation locale de drogue augmenter dans des proportions considérables. Il est évident que le PNUCID doit accorder une priorité plus grande à l'Afrique et augmenter en proportion la part des crédits qu'il lui consacre. Les autorités algériennes compétentes ont constaté avec inquiétude, à l'occasion des saisies effectuées, que le trafic ne porte plus seulement sur le cannabis mais aussi sur des drogues dures et qu'une clientèle de consommateurs locaux s'est constituée. Face à cette situation, les pouvoirs publics ont réagi pour une action comprenant des mesures de santé publique et des mesures de sensibilisation à grande échelle et se sont dotés d'outils législatifs et de moyens de coordination intersectorielle. La loi relative à la protection de la santé publique permet de mener une action multidimensionnelle. Une commission nationale de lutte contre la drogue et la toxicomanie a été créée et un plan directeur national de lutte contre la drogue est en préparation. Une campagne nationale de prévention s'adressant essentiellement aux jeunes a été lancée et sera poursuivie tout au long de l'année. Enfin, les contrôles aux frontières, notamment dans les ports et les aéroports, ont été renforcés et leur efficacité a été accrue.

40. À l'échelon international, l'Algérie a ratifié, par le décret législatif 94-02 du 25 mars 1994, la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes, adoptée en 1988 et, à l'échelon régional, elle participe activement à la coordination spécialisée au sein d'HONLEA-Afrique (Réunion des chefs des services nationaux de répression compétents en matière de drogues). En outre, l'Algérie a mis en place un programme de coopération avec le PNUCID et l'ONUDI, qui laisse espérer un renforcement de l'appui du Programme à la lutte qu'elle mène avec détermination contre le fléau de la drogue.

41. M. BIGGAR (Irlande), Vice-Président, prend la présidence.

42. M. MOUBARAK (Liban) dit qu'au cours de ces dernières décennies, l'usage de stupéfiants est devenu l'un des grands maux de nos sociétés. Face aux campagnes destinées à faire appliquer la loi, surgissent avec la plus grande facilité des voies d'approvisionnement et de nouvelles organisations bien implantées à l'échelon international. Ces organisations ont des techniques et des moyens qui leur permettent de poursuivre leurs trafics illicites et de blanchir les profits qu'elles en retirent. L'ONU a joué un rôle décisif dans l'élaboration d'une

/...

stratégie mondiale de lutte contre cette menace croissante et a mis au point divers programmes destinés à aider les pays à y faire face.

43. Les conditions de vie difficiles des paysans libanais et l'interruption des activités de production et d'exportation pendant la guerre ont conduit beaucoup d'entre eux à cultiver des plantes illicites. Devant l'ampleur de la menace, le Gouvernement libanais, une fois son autorité rétablie, a lancé une vaste campagne portant sur tous les aspects du trafic des drogues illicites. Au cours de ces trois dernières années, toutes les cultures illicites de la Vallée de la Bekaa ont été supprimées et le Liban peut aujourd'hui se vanter d'en être débarrassé. Le service de la lutte contre la drogue au sein de la police judiciaire a été renforcé et les entrepôts portuaires qui servaient à la contrebande de drogue ont été détruits.

44. Le Gouvernement libanais mène, avec l'assistance du PNUCID, une politique de substitution des cultures qui s'adresse à quelque 500 000 Libanais vivant dans 240 villages de la Bekaa. En 1993, un nouveau projet de développement visant à mettre en place des solutions de remplacement a été lancé dans la région de Baalbek et de Hermel avec la coopération du PNUD et du PNUCID. Ce projet a pour but de renforcer l'action du Gouvernement au moyen d'initiatives de développement des cultures licites et d'amélioration des réseaux d'irrigation, des services sanitaires et sociaux et de l'enseignement.

45. La délégation libanaise a examiné les rapports du Secrétaire général (A/49/345 et A/49/388) et se félicite de l'ouverture d'un bureau du PNUCID à Beyrouth. Elle se félicite également de la précieuse contribution du PNUCID à l'exécution de divers projets et programmes, ainsi que de l'assistance qu'il a fournie au Gouvernement libanais dans la mise en place d'un cadre institutionnel de lutte contre la drogue et des conseils juridiques qu'il lui a apportés en vue de la révision de sa législation nationale en la matière. L'interdépendance mondiale incite à poursuivre la lutte contre la drogue et à adopter des politiques énergiques visant à la maîtrise totale des stupéfiants. Toutefois, en raison de la situation critique dans laquelle la guerre a laissé l'infrastructure de services de base du Liban, ce dernier a besoin d'une aide extérieure pour remporter la lutte et obtenir des résultats concrets. Aussi, le représentant du Liban espère-t-il sincèrement que l'aide et les contributions seront accrues.

46. M. SREENIVASAN (Inde) dit qu'en raison de sa position géographique, l'Inde, qui se situe entre deux des plus grandes régions productrices de drogue du monde, est devenue un pays de transit et insiste sur le fait que les problèmes des pays de transit doivent être abordés dans le cadre du programme mondial de lutte contre les drogues. L'Inde participe activement aux activités de lutte contre la drogue de l'Association sud-asiatique de coopération régionale et, en tant que membre du Mouvement des pays non alignés, souscrit pleinement aux avis qui ont été formulés dans ce domaine lors de la Réunion des pays non alignés au niveau ministériel, en octobre 1994, à New York. M. Sreenivasan réaffirme que son pays est déterminé à lutter, sur une base unilatérale, bilatérale et multilatérale, contre la production, le trafic illicite et la consommation de stupéfiants et de substances psychotropes et à appliquer les mesures recommandées par l'Assemblée générale dans sa résolution 48/12. L'Inde approuve entièrement l'idée de la coopération régionale. Elle se félicite à cet égard de

/...

la décision récemment prise par le PNUCID de créer un programme commun avec l'Inde et le Pakistan et est pour une extension de ce programme à des pays voisins.

47. L'Inde, qui fait partie des quelques pays ayant une production licite d'opium, approuve la position de l'Organe international de contrôle des stupéfiants (OICS), à savoir que les gouvernements doivent limiter la production mondiale de produits opiacés bruts aux besoins réels. Elle se félicite à ce propos que les principaux importateurs aient manifesté l'intention de continuer d'accorder la priorité aux produits bruts en provenance des fournisseurs traditionnels. Elle reconnaît, comme l'OICS, qu'il est indispensable de mettre en place des législations nationales adaptées à la lutte contre la production et la consommation de précurseurs. Elle a pour sa part adopté diverses mesures de contrôle de la culture du pavot à opium en vue d'empêcher les détournements à des fins illicites.

48. La délégation de l'Inde se félicite de l'action menée par la Commission des stupéfiants et par le PNUCID dans la lutte contre le blanchiment de l'argent sale. Il faudrait favoriser l'adoption de mesures de lutte contre le détournement d'armes et d'explosifs par voie terrestre et maritime. M. Sreenivasan appelle à ce propos l'attention sur les paragraphes pertinents de la Déclaration de Rio en date du 10 septembre 1994 et du communiqué de la Réunion au sommet du Groupe des sept, tenue à Naples.

49. En matière de prévention, l'Inde appuie plus particulièrement les mesures concrètes proposées par le PNUCID en vue de la création d'une vaste base de données portant sur tous les aspects des activités relatives à la drogue et de l'amélioration des systèmes d'entraide judiciaire et d'extradition. Les mesures concrètes prises par le PNUCID et le Service de la prévention du crime et de la justice pénale en vue de faciliter la coordination de leurs activités revêtent à cet égard une importance particulière.

50. Compte tenu du fait que les organisations non gouvernementales jouent un rôle aussi important en Inde, et sans doute aussi dans d'autres pays d'Asie, que dans les pays occidentaux, l'étude de leur fonctionnement dans les pays en développement serait très utile au PNUCID. Leur coopération est indispensable pour réduire la demande. Dans le domaine du développement, toute activité de coopération doit donner la priorité absolue à l'économie. Il faudrait à cet égard favoriser la coopération avec les institutions financières internationales afin, notamment, d'améliorer la coordination interorganisations dans la lutte contre le blanchiment de l'argent sale. Enfin, toute activité en faveur du développement doit tenir compte des priorités des gouvernements.

51. M. Cissé (Sénégal) reprend la présidence.

52. Mme FERTEKLIGIL (Turquie) dit que la mondialisation du problème de la drogue exige plus que jamais un engagement indéfectible de la part de la communauté internationale si on veut mener une lutte aussi efficace que possible. Seule une action vigoureuse dans le cadre de stratégies établies dans un esprit de coopération peut permettre de lutter contre ce fléau. La Turquie est donc convaincue de la justesse d'une approche globale, multidisciplinaire et équilibrée et estime qu'il est indispensable de prendre en considération tous

/...

les aspects du problème, qu'il s'agisse de l'offre, de la demande, des trafics illicites ou de la réinsertion des toxicomanes.

53. La délégation turque se félicite des résultats obtenus lors de la trente-septième session de la Commission des stupéfiants. Fidèle à sa position de principe, qui consiste à s'opposer fermement à la prolifération des sources de produits opiacés, la Turquie juge importantes les dispositions relatives à la demande et à l'offre d'opiacés à usage médical et scientifique. Le débat qui a eu lieu lors de la session de fond du Conseil économique et social sur la question de la coopération internationale dans ce domaine a permis de formuler des observations et des suggestions qui contribueront à une meilleure compréhension du problème de la drogue. La délégation turque se réjouit des progrès réalisés dans le domaine des précurseurs et de la lutte contre le blanchiment de l'argent sale. La création du Groupe de travail sur la coopération maritime et d'un groupe spécial d'experts chargé de préparer des propositions en vue de l'application de la résolution 48/12 constituent à ses yeux des initiatives constructives. La collaboration et l'échange d'informations et de données d'expérience en matière de prévention, de détection des infractions et de répression revêtent également une grande importance et ne doivent pas être négligés face à l'accroissement de la puissance économique et politique des cartels de la drogue.

54. Cette situation exige un renforcement de la coordination entre le PNUCID et le Service de la prévention du crime et de la justice pénale. Il conviendrait à cet égard de réfléchir à la possibilité de transformer le service en département. Il conviendrait aussi de tirer des enseignements des conclusions de la Conférence internationale sur le blanchiment et le contrôle du produit du crime, tenue en juin 1994 à Courmayeur, ainsi que de la Conférence ministérielle mondiale sur la criminalité transnationale organisée, qui doit se tenir prochainement à Naples.

55. L'efficacité de la lutte contre la drogue dépend aussi de la structure sociale et de la qualité de l'enseignement. Les moyens audio-visuels ont un rôle à jouer dans la sensibilisation du public et les campagnes d'information et d'éducation à l'intention de tous les groupes vulnérables revêtent une importance particulière. Le traitement, la réhabilitation et la réinsertion des toxicomanes n'étant pas moins importants, le Ministère turc de la santé a été étroitement associé à la formulation de politiques de lutte contre la drogue. Dans le même esprit, la Turquie encourage les initiatives de développement de la recherche et tient compte de la contribution des forums régionaux.

56. Pour que le système de contrôle international des drogues et des substances psychotropes soit efficace, il faut que le plus grand nombre possible de pays producteurs et exportateurs adhèrent aux instruments juridiques existants et que les gouvernements veillent à l'application intégrale des mesures de prévention et de contrôle.

57. La Turquie, qui se situe sur la route des Balkans, a dû redoubler de vigilance face aux transits illicites et mobiliser à cette fin des ressources matérielles et humaines considérables. Elle soutient le PNUCID dans son rôle d'animateur et de catalyseur et estime que la stratégie multidimensionnelle du Programme a fait la preuve de son efficacité dans la lutte contre la production,

le trafic et la consommation illicites de drogue. Il faut souligner que la collaboration avec le PNUCID, le Conseil de coopération douanière et l'Organisation internationale de police criminelle (INTERPOL) a beaucoup contribué aux résultats obtenus en Turquie. Il faudrait accroître les ressources mises à la disposition du PNUCID afin de pouvoir tirer parti au maximum de ses possibilités dans les programmes régionaux. Le Plan d'action à l'échelle du système est à la fois un instrument et un cadre d'action efficaces et la Turquie appuie à cet égard les efforts visant à améliorer la programmation et la coordination des activités du système, qui doivent être complétées par des programmes nationaux. Pour conclure, la représentante de la Turquie rappelle que son pays est fermement déterminé à lutter sans relâche contre le fléau de la drogue et qu'il s'est engagé à participer activement aux efforts visant à son éradication.

58. M. AL-DOSARI (Bahreïn) souligne à nouveau le rôle fondamental joué par le PNUCID dans le domaine du contrôle des drogues et se félicite des mesures adoptées par les organes des Nations Unies, mentionnées dans les documents publiés sous les cotes A/49/317, A/49/345 et A/49/369. Il précise que le renforcement de la coopération internationale doit reposer sur les principes de respect de la souveraineté et de non-ingérence que consacrent la Charte et le droit international. Par ailleurs, lorsque l'on examine les mesures à prendre en matière de coopération internationale, surtout concernant le blanchiment de l'argent sale et l'usage illicite de stupéfiants, les facteurs économiques, sociaux et culturels doivent être pris en compte. Même si l'abus de drogues n'est pas considéré comme un problème de société à Bahreïn, le Gouvernement est convaincu de l'importance des instruments internationaux. C'est pourquoi il a élaboré une législation visant à contrôler les stupéfiants, à punir les responsables du trafic illicite des drogues et à garantir la réhabilitation des toxicomanes. Le Gouvernement de Bahreïn encourage également les médias à organiser des campagnes de prévention auprès des écoliers et des associations de jeunes ainsi que des campagnes d'information sur les conséquences néfastes de l'abus des drogues pour la santé et l'état moral des intéressés et la situation socio-économique du pays.

59. La coopération internationale joue un rôle fondamental en vue de l'application du Plan d'action à l'échelle du système des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues, même s'il importe de renforcer les moyens de coordination. Le Plan d'action prévoit la création d'une base de données dont les pays en développement doivent s'inspirer pour échanger leurs informations aux niveaux régional et national, en ayant recours aux techniques les plus perfectionnées. Le Gouvernement bahreïnite préconise l'instauration d'un dialogue entre le PNUCID et les organisations régionales en vue de créer un réseau régional de contrôle des drogues, notamment concernant le blanchiment de l'argent sale et l'extradition des délinquants. Il est également favorable à ce que d'autres organisations participent à l'étude des conséquences socio-économiques de l'abus des drogues. Il espère en outre qu'un plan d'action sera élaboré dans ce domaine au Sommet mondial pour le développement social.

60. M. HEGYI (Hongrie) indique que son pays est partie aux Conventions de 1961 et de 1971 et ratifiera sous peu la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes (1988). Compte tenu de la gravité du problème de la toxicomanie dans le monde, la coopération

et la coordination internationales ont un rôle fondamental à jouer. C'est pourquoi le PNUCID doit recevoir l'appui voulu du système des Nations Unies. Le plan d'action triennal qu'il a élaboré sur les questions de blanchiment de l'argent sale, prévoyant que des services consultatifs seront fournis pour aider les pays à appliquer effectivement les contrôles, apportera une aide précieuse aux États qui doivent s'attaquer à ce phénomène. Le représentant de la Hongrie signale également que le PNUCID a développé des relations privilégiées avec le Service de la prévention du crime et de la justice pénale du Secrétariat, et que son pays s'est porté coauteur de la résolution que la Commission des stupéfiants a approuvée sur la question. Par ailleurs, il appuie les résolutions de la Commission et du Conseil économique et social soulignant la nécessité de renforcer les stratégies visant à élaborer des programmes de prévention élargis et intégrés, à réduire et à éliminer la demande illicite, en insistant notamment sur le traitement, la réhabilitation et les campagnes d'éducation et d'information. L'abus des drogues est un facteur décisif de la propagation du virus du sida, comme il est indiqué dans la résolution pertinente de la Commission des stupéfiants.

61. La défense de la légalisation des drogues dites douces est un problème croissant dans les pays de la région, y compris en Hongrie. Il est nécessaire de diffuser des informations démystifiant l'idée fausse selon laquelle les consommateurs de drogues douces ne deviennent pas, en règle générale, des toxicomanes. Le seul moyen d'obtenir des résultats positifs dans la lutte mondiale contre l'abus des drogues est d'appliquer une stratégie élargie et multidisciplinaire. Les mesures visant à réduire l'offre et la demande doivent être appliquées aux plans mondial, régional, national et local.

62. En 1991, le Gouvernement hongrois a créé le Comité interministériel de lutte contre la drogue, qui est chargé d'élaborer un projet de loi, d'arrêter des directives professionnelles, de planifier des stratégies, d'évaluer les activités menées dans les domaines du blanchiment de l'argent sale et du traitement des toxicomanes non incarcérés et incarcérés, de mettre au point des plans nationaux de formation, etc. Du fait de la guerre dans l'ex-Yougoslavie, le principal itinéraire de transit des stupéfiants dans les Balkans passe par la Hongrie. La quantité de drogues illicites interceptée par les autorités au cours des six premiers mois de l'année équivaut au total des saisies effectuées en 1993. Le Gouvernement hongrois a pris les dispositions institutionnelles voulues pour faire face au problème. Un réseau national et provincial de prévention des délits et de la toxicomanie a été créé. De plus, le système de santé public compte des professionnels qui traitent les divers aspects du problème. Des informations sont diffusées dans 130 établissements de santé et des cours sur les dangers de l'abus des drogues sont dispensés dans 70 écoles secondaires.

63. À côté de ces mesures novatrices, il est important que la Hongrie continue de bénéficier de l'appui du PNUCID et d'autres organisations internationales multisectorielles comme, par exemple, le groupe Pompidou. Forte de l'expérience acquise pendant plus de 20 ans en tant que membre de la Commission des stupéfiants, la Hongrie est pleinement consciente de l'importance que revêt l'adoption de politiques équilibrées de réduction de l'offre et de la demande ainsi que de la nécessité d'établir des critères novateurs et de disposer de fonds suffisants dans le domaine de la prévention. De plus, il appuie sans

réserve le PNUCID dans son rôle de coordonnateur de la lutte mondiale contre l'abus des drogues.

64. M. SAKONHNINHOM (République démocratique populaire lao) indique que le problème de l'abus et du trafic illicite des drogues, que l'Assemblée générale a considéré comme un crime de lèse-humanité, a pris, ces dernières années, une dimension alarmante et constitue une menace grave à la sécurité internationale. Même si les pays consommateurs et producteurs ont la responsabilité commune de prendre ensemble des mesures sincères et efficaces, il partage l'opinion du représentant de l'Union européenne selon laquelle les mesures les plus draconiennes contre la production et le trafic illicite des drogues ne suffisent pas à elles seules. Estimant que l'on doit donner la priorité à la réduction de la demande, il salue la décision prise par la Commission des stupéfiants à ce sujet.

65. La lutte contre l'abus et le trafic illicite des drogues doit être menée en stricte conformité avec les principes que consacrent la Charte des Nations Unies et le droit international, en particulier le respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale des États et le non-recours à la menace ou à l'emploi de la force dans les relations internationales. Consciente des conséquences graves pouvant résulter de l'abus des drogues, la République démocratique populaire lao entretient une coopération étroite avec différents pays et organisations internationales afin d'apporter sa contribution aux efforts que la communauté internationale déploie pour éliminer ce fléau. En 1990 a été créée une commission nationale de contrôle et de supervision de la drogue relevant directement du Bureau du Premier Ministre et qui a pour tâche principale de coordonner toutes les activités relatives à la drogue, de lancer des programmes, d'assurer le suivi des projets et de recueillir des données sur la production, le trafic et l'abus des drogues. Afin de réduire la production d'opium, le Gouvernement lao a mené une campagne énergique visant à encourager les minorités ethniques à remplacer progressivement le pavot par d'autres cultures aussi rentables. Au cours des dernières années, avec l'assistance technique et financière du PNUCID, du FIDA et de pays amis, il a mis en oeuvre des projets de développement rural intégré ayant pour objectif primordial d'offrir aux producteurs d'opium des solutions de remplacement viables sur le plan économique, social et écologique. En 1994 a été élaboré avec l'assistance du PNUCID un programme global d'ici à l'an 2000 de contrôle des drogues, dont le coût s'élève à 35 millions de dollars et qui comprend 16 projets visant à renforcer l'administration du contrôle des drogues, à réduire progressivement l'offre grâce à l'élimination de la culture du pavot, à mettre en place une unité spéciale chargée de l'investigation et à mettre l'accent sur le traitement et la réhabilitation.

66. Dans le combat contre l'abus des drogues, le Gouvernement lao accorde une place importante à la répression. Depuis 1992, 180 personnes, dont quatre de nationalité étrangère en possession de cannabis, d'héroïne et d'opium, ont été arrêtées et traduites devant la justice. Enfin, le mémorandum d'accord qu'elle a signé avec la République populaire de Chine, la Thaïlande, le Myanmar et le PNUCID témoigne de la détermination de la République démocratique populaire lao de lutter contre la drogue en établissant des activités de coopération régionale et en les consolidant.

67. Mme ARYSTANBEKOVA (Kazakhstan) dit qu'aucun pays ne peut à lui seul inverser la tendance négative à l'intensification des activités liées à la drogue. C'est pourquoi les États membres de la CEI ont adhéré à des conventions multilatérales pour lutter contre le trafic de drogues et conclu des accords d'assistance juridique en matière pénale. Leurs organes judiciaires entreprennent également des actions communes de lutte contre les cartels de trafiquants de drogue. Le Kazakhstan partage l'opinion du Secrétaire général selon laquelle la stratégie internationale de lutte contre l'abus des drogues doit être menée à trois niveaux : national, sous-régional ou régional et mondial. La coopération internationale est indispensable à l'établissement, dans chaque pays, d'un mécanisme souple de coordination des activités de lutte contre la drogue. C'est à cette tâche que s'est attelé le Kazakhstan, avec l'aide du PNUCID, depuis la première visite du Directeur exécutif du Programme, en mai 1994. Lors de sa deuxième visite en septembre 1994, il a été question de l'élaboration d'un projet de programme d'assistance technique multilatérale au Kazakhstan dans le domaine du contrôle des stupéfiants. Dans le cadre de ces visites, on a accordé une attention particulière à la législation nationale, on a prévu de créer un mécanisme de coordination interinstitutions et les représentants des organismes judiciaires kazakhs ont pris contact avec leurs homologues des pays d'Asie centrale et d'Asie du Sud-Est. On a également souligné l'importance que revêtent la mise au point d'un mécanisme fiable de contrôle des stupéfiants utilisés à des fins médicales et scientifiques, la nécessité d'assurer la formation continue des spécialistes des organismes compétents, la création d'un système informatique de collecte et de stockage d'informations sur les délinquants et les délits liés à la drogue, et le renforcement des moyens techniques et matériels des organismes judiciaires.

68. En novembre 1994 s'est tenu à Tashkent (Ouzbékistan) un séminaire régional sur les questions juridiques, auquel ont participé des représentants du PNUCID, des pays donateurs et des pays d'Asie centrale, l'objectif visé étant de créer dans ces pays des organismes publics chargés de coordonner les activités de contrôle des stupéfiants et d'élaborer une législation qui réponde aux besoins actuels. L'adoption des mesures voulues contribuera au renforcement et au développement de la coopération nouée entre les pays de la région et le PNUCID dans le cadre de la lutte contre la production, la vente, la demande et le trafic illicites de stupéfiants et de substances psychotropes et contre leur prolifération. À ce propos, la délégation du Kazakhstan remercie la direction du PNUCID de l'aide efficace que celui-ci lui a apportée et affirme que son pays est disposé à poursuivre sa coopération avec cet organisme.

69. M. MAMDOUHI (République islamique d'Iran) indique que son pays, qui est partie aux Conventions de 1961 et 1988, s'engage à lutter contre les stupéfiants et à accorder la priorité aux mesures de contrôle aux niveaux international, national et régional. L'Asie du Sud-Ouest doit faire face aux nouveaux problèmes posés par le trafic des drogues, à savoir l'augmentation du trafic illicite, le développement des cultures illicites de stupéfiants, les nouvelles activités et nouveaux itinéraires de transit apparus dans les républiques d'Asie centrale et les moyens supérieurs des organisations de trafiquants de drogues, qui disposent de ressources financières considérables, d'armes et de systèmes de communication complexes.

70. La politique antidrogue du Gouvernement iranien vise à éliminer les cultures illicites de pavot dans la région et à lutter contre le trafic illicite des drogues. Le premier objectif doit s'accompagner de la mise en place de cultures de substitution et de l'apport d'une assistance. La République islamique d'Iran a réussi à éliminer totalement la production et la culture de pavot grâce à l'action énergique de ses forces de sécurité. Néanmoins, en raison de sa situation géographique, le territoire iranien se trouve sur l'itinéraire des trafiquants qui acheminent l'opium, l'héroïne et la morphine des pays d'Orient vers l'Europe. En 1993, les saisies de stupéfiants, de même que le nombre de personnes arrêtées et jugées coupables de délits liés à la drogue, ont augmenté grâce à la mise en place d'importants moyens de détection et à la formation du personnel chargé de surveiller les longues frontières orientales. Malgré l'ampleur de la tâche de reconstruction nationale, la République islamique d'Iran n'a cessé d'affecter des ressources humaines et financières considérables à la lutte contre le trafic illicite des drogues. À cette fin, elle a élaboré des projets de développement des régions orientales du pays, tels que la construction de plus de 1 350 kilomètres de routes et la création de 70 postes de sentinelles et 140 postes d'observation chargés de surveiller l'entrée illicite de stupéfiants, et a fermé des passages frontaliers. Ces projets, qui ont notamment pour but d'empêcher le trafic de drogues à destination de l'Europe, ont coûté plus de 1,5 milliard de dollars des États-Unis. Par ailleurs, la République islamique d'Iran participe à ses frontières orientales à des opérations militaires menées avec le matériel militaire le plus moderne contre les caravanes et les groupes de trafiquants de drogues.

71. Les mesures fermes que la République islamique d'Iran a adoptées dans le cadre de sa politique antidrogue, tant sur le plan judiciaire que sur celui de la sécurité, afin d'empêcher le trafic illicite des drogues sur son territoire, serviront les intérêts des pays européens et des pays se trouvant sur l'itinéraire de transit des stupéfiants. C'est pourquoi la communauté internationale, en particulier le PNUCID, doit en contrepartie s'attaquer au problème de l'élimination et de la substitution des cultures de pavot en Asie du Sud-Ouest. Le PNUCID, qui coordonne actuellement les mesures de contrôle des stupéfiants, a créé en 1993 un bureau régional pour l'Asie du Sud-Ouest qui englobe la République islamique d'Iran, le Pakistan et l'Afghanistan. Il s'agit d'une décision importante pour la région puisque ce bureau appuie les mesures de lutte contre la drogue prises au niveau national et les activités de surveillance financées par le PNUCID. En 1993, il a établi un document auquel ont souscrit la République islamique d'Iran, le Pakistan et le PNUCID et qui constitue un premier pas dans le renforcement des moyens dont ces pays disposent pour faire appliquer la législation antidrogue dans les zones frontalières communes. Le projet constitue un modèle de participation aux coûts et offre la possibilité d'échanger des données d'expérience dans les domaines de la prévention et du traitement de la toxicomanie, de l'élimination du trafic grâce à une meilleure surveillance, de l'évaluation des cultures illicites ainsi que de la réduction des cultures et de la demande illicites. La République islamique d'Iran estime que le PNUCID doit prendre de nouvelles mesures dans la région pour mettre un terme à la production illicite de drogues et à la culture du pavot. De plus, elle confirme qu'elle est prête à participer à toutes les activités de coopération régionale et internationale.

72. M. de FONDAUMIÈRE (Directeur exécutif adjoint du PNUCID) se réjouit de l'appui apporté aux initiatives prises par le PNUCID, notamment à l'approche sous-régionale, à la politique équilibrée de réduction de l'offre et de la demande ainsi qu'à l'approfondissement de la collaboration entre le Service de la prévention du crime et de la justice pénale du Secrétariat et le PNUCID. Comme l'ont demandé la Commission des stupéfiants et la Commission de la prévention du crime et de la justice pénale, le Directeur exécutif fera un rapport aux deux commissions sur l'état de cette coopération. S'agissant de l'appel du Directeur exécutif soulignant la nécessité d'augmenter les ressources allouées au Programme, il faut espérer que l'appui exprimé par les délégations se traduise par des contributions accrues.

73. À propos de l'intervention de l'observateur de la Suisse, il convient d'indiquer que l'Organe international de contrôle des stupéfiants (OICS) se félicite que le Gouvernement suisse ait donné l'assurance que le projet tendant à autoriser l'administration d'héroïne sur ordonnance médicale ne constituera pas une étape vers la légalisation de l'usage de drogues contrôlées à des fins non médicales. Toutefois, conformément à la Convention, l'OICS n'a autorisé que la quantité de stupéfiants demandée par le Gouvernement suisse au titre d'un projet scientifique qui prévoit l'administration d'héroïne à 250 toxicomanes pendant une période de trois ans. N'ayant pas exprimé d'opinion sur les mérites du projet, il souhaite néanmoins faire part de ses vives inquiétudes, notamment concernant la possibilité que le projet soit étendu avant d'avoir fait l'objet d'une évaluation attentive et exhaustive.

La séance est levée à 18 h 20.